

Initiatives ministérielles

niveau souhaitable, s'est occupé de manière efficace de la mainmise étrangère et s'est attaqué aux problèmes d'investissement et de recherche dans son économie. Un pays comme celui-là a choisi la création d'emplois comme but principal de sa politique économique et a articulé tout le reste autour de cet élément central.

Les dirigeants n'ont pas fermé les yeux sur l'inflation, le taux de change et les autres indicateurs économiques. Ils ont reconnu très clairement que la manière de régler les problèmes économiques était de s'assurer que les citoyens avaient du travail en appliquant une politique de plein emploi. Ni les gouvernements fédéraux libéraux et conservateurs, ni les provinces n'ont jamais appliqué une politique de plein emploi. Aucun n'a mis la lutte contre le chômage en tête de ses priorités.

• (1610)

Nous percevons l'inflation comme un problème. Alors que font les gouvernements libéraux et conservateurs? Ils aggravent le chômage pour combattre l'inflation. C'est le simple citoyen qui paie les pots cassés, lorsque les politiques du gouvernement échouent.

Face à tous ces problèmes, comment s'y prennent les pays qui ont opté pour le plein emploi? Par la concertation. Le monde des affaires, les pouvoirs publics et les syndicats collaborent pour résoudre les problèmes économiques les plus graves de l'heure. Cette formule fonctionne dans les pays scandinaves de même qu'en Autriche, et elle assure une sécurité ainsi que des emplois aux gens tout en les faisant participer au processus de prise de décision.

Enfin, si nous appliquons des politiques de plein emploi et si nous donnons du travail aux Canadiens, ceux-ci pourront subvenir aux besoins de leurs familles. Ils pourront acheter la nourriture qui leur est nécessaire. Ils pourront se loger. Il ne sera pas nécessaire que ces besoins soient satisfaits au moyen d'un filet de sécurité sociale.

Évidemment, les Canadiens auront parfois besoin du filet de sécurité sociale. Ils pourront parfois être en chômage et ils auront besoin de la protection ou du coussin assuré par un régime d'assurance-chômage. Néanmoins, c'est avant tout en travaillant que ceux-ci pourront obtenir les services et les biens dont ils ont besoin.

La seule façon de s'assurer que les Canadiens puissent nourrir leur famille, la loger et lui fournir les autres nécessités consiste à leur donner des emplois. Il est temps que le gouvernement renonce aux politiques économiques qui ne donnent pas de résultats. Il est très clair que ces politiques ne donnent de résultats nulle part dans le monde. Il est temps de les remplacer par des initiatives qui donnent la priorité aux gens plutôt qu'aux grandes sociétés, et il est temps d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique dynamique de plein emploi, afin que les Canadiens puissent travailler et subvenir à leurs besoins.

La solution ne consiste pas à effectuer des compressions des services sociaux, de l'enseignement et du financement des soins de santé aux provinces. Il est très clair que les provinces ne peuvent maintenir ces programmes au niveau nécessaire au Canada.

Il est temps que le gouvernement donne la priorité aux Canadiens, qu'il investisse dans leur avenir et qu'il investisse dans le Canada.

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, je veux dire encore une fois combien je m'estime privilégié de participer aux débats à la Chambre et en l'occurrence à celui qui porte sur l'important projet de loi C-20.

Cette mesure législative a déclenché plusieurs alertes au pays en raison de son incidence sur la politique sociale très vénérable qu'est le régime d'assurance-maladie. Évidemment, ce projet de loi a aussi des répercussions sur l'enseignement postsecondaire et il s'inscrit dans l'effort du gouvernement conservateur en vue d'éliminer l'analphabétisme au pays.

Ces deux secteurs sont évidemment de compétence provinciale, mais le gouvernement fédéral est en mesure de dicter les politiques pertinentes parce que c'est lui qui en assume les coûts. Nous assumons ces coûts. Le projet de loi à l'étude a pour effet de dégager le gouvernement fédéral de ses engagements financiers dans ces secteurs. L'avenir de ces programmes s'en trouve donc pour le moins assombri.

Il faut se poser la question suivante: Si le gouvernement fédéral verse moins d'argent aux provinces relativement à ces programmes, celui-ci sera-t-il encore en mesure de dicter des normes nationales? Il me semble que les Canadiens en général et les résidents d'Hamilton-Ouest ne veulent pas que le gouvernement fédéral renonce à son rôle traditionnel en ce qui a trait au soutien